



**Sylvie Ferrer**

**Députée des Hautes-Pyrénées**

Maison de quartier Clair Vallon  
Bagnères-de-Bigorre, le 20 janvier 2024

Mesdames et Messieurs les élu.es,  
Mesdames et Messieurs de la gendarmerie,  
Mesdames et Messieurs les représentant.es des associations,  
Mesdames et Messieurs, habitant.es de ma circonscription et du département,  
Chèr.es ami.es,

Je remercie toute mon équipe qui a organisé cette cérémonie des vœux.

Je vous remercie chaleureusement d'avoir répondu à mon invitation.

Je remercie aussi toutes celles et ceux qui ont pris le temps de répondre qu'ils ne pouvaient pas être parmi nous ce soir et je peux comprendre car je suis parfois, moi aussi dans l'obligation de décliner des invitations.

D'abord, je vous souhaite à toutes et tous une heureuse année 2024, qu'elle vous garde en bonne santé vous et vos proches.

Elue depuis un an et demi avec la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale, je fais au mieux pour être à la hauteur du mandat que les électrices et électeurs m'ont confié.

Cette cérémonie est l'occasion de faire un bilan pour l'année 2023 avec, comme je m'y suis engagée, « un pied sur le terrain et un pied dans l'hémicycle ».

En faisant la rétrospective de l'année 2023, on peut dire qu'elle a été très dense en travail. D'abord au sein de la Commission du Développement durable et de l'aménagement du territoire au sein de laquelle je siége. Je vais me contenter d'évoquer trois sujets qui m'ont tenu à cœur :

En premier lieu, celui de la **revitalisation de nos petites lignes ferroviaires** qui nous concerne directement ici avec la ligne Bagnères-Tarbes et plus largement la ligne Morcenx-Tarbes-Bagnères. C'est un enjeu avant tout écologique car la décarbonation des transports est une priorité concrète pour faire face au changement climatique. Les transports représentent en France 31% des émissions de CO2 dont 94% pour les seuls transports routiers. Un rééquilibrage de la part modale en faveur du rail est incontournable.

**En second lieu, celui du budget de l'Etat.** J'ai travaillé sur deux programmes du projet de loi de finance 2024 pour aboutir à un rapport qui dresse deux constats majeurs :

- nos services publics ont besoin de plus d'investissements pour assurer une continuité sur l'ensemble du territoire
- Et le second programme porté sur notre agriculture qui a besoin de plus de moyens pour amorcer véritablement une transition vers un modèle plus vertueux pour nourrir la population avec un revenu digne pour nos paysannes et paysans.

En troisième lieu, **le sujet du pastoralisme**. Je copréside aujourd'hui le groupe d'études qui lui est consacré à l'Assemblée. C'est une des richesses de la France et de notre département de montagne. Il se heurte aujourd'hui à de nombreuses difficultés. Ici je pense à la fermeture de l'abattoir qui met à mal un équilibre économique et une consommation de viande locale en circuit-court. Son maintien est une nécessité pour les éleveurs mais aussi pour les consommateurs car si on veut pouvoir continuer à consommer de la viande il faut en consommer moins mais surtout mieux en ne l'important pas de Nouvelle-Zélande, d'Argentine ou du Brésil. Par ailleurs, je suis membre du groupe d'études :

- Chasse et pêche
- Forêts filières bois
- Thermalisme
- Déserts médicaux et accès aux soins

Bien sûr je ne me suis pas cantonnée à ces trois sujets.

Un des combats que nous ne devons pas oublier tout de suite est celui du **passage en force de la réforme tant décriée sur la retraite à 64 ans**, c'est-à-dire deux ans fermes pour tout le monde et tout de suite ! Une réforme pourtant rejetée par 77% des Françaises et des Français ; 93% des actifs soit 9 travailleurs sur 10 qui n'en voulait pas.

C'est donc une année politique chargée qui s'achève et qui ne se termine pas de la façon dont beaucoup d'entre nous l'aurions souhaité puisqu'elle s'est conclue avec l'adoption du **projet de loi sur l'immigration** contraire aux valeurs de notre République. A tel point que le Conseil constitutionnel censurera sans doute certains de ses articles lors de son rendu le 25 janvier prochain. Ne croyons pas qu'il s'agisse là d'un évènement anecdotique, c'est une véritable alerte sur les risques que fait peser sur notre République l'extrême-droite et ceux qui lui tendent la main.

Je ne peux clôturer l'année 2023 sans avoir une pensée pour le peuple de Gaza qui vit sous un déluge de bombes depuis les attaques sanglantes du Hamas le 7 octobre sur Israël : hommes, femmes et enfants. Ils vivent depuis trop longtemps déjà dans une prison à ciel ouvert dans la crainte permanente. « *Rien ne justifie ce que l'on est en train de vivre* » déclarait avec raison un habitant de Gaza. Je n'oublie pas les otages, qu'ils soient Français ou non, j'espère que 2024 sera l'année de leur libération. Nous ne sommes pas impuissants, la communauté internationale et la France par la voix du président de la République peut et se doit d'exiger un cessez-le-feu ainsi que le respect du droit international.

J'ai une pensée également pour les 330 000 SDF dont 3 000 enfants. Ils sont chaque année plus nombreux et nombreuses : +40% de personnes à la rue en 1 an. Voir cela dans la 7<sup>ème</sup> puissance économique mondiale est tout bonnement insupportable.

Enfin je pense à tous nos concitoyens et concitoyennes qui doivent affronter une hausse des prix sans précédente dans notre pays. Même avec un travail, certains et certaines se retrouvent obligés de choisir entre se loger, se chauffer, manger ou se soigner. Les coups de pouce ponctuels lancés par le gouvernement sont bien en deçà des besoins de la population. Il est possible de **bloquer les prix des produits de première nécessité et d'encadrer les marges de la grande distribution, de garantir des prix planchers pour nos agriculteurs**, c'était le sens de notre proposition de loi du 30 novembre rejetée à 6 voix près.

J'aimerais pouvoir vous dire que 2024 sera différente mais le nouveau Gouvernement constitué donne d'ores-et-déjà le ton : nous n'échapperons pas au mépris et la casse sociale.

L'occasion de désespérer se présente un peu trop fréquemment alors je voudrais terminer avec quelques bonnes nouvelles que nous avons vues en 2023 et qui nous redonne de l'espoir :

Le 7 septembre le Mexique a dépénalisé l'interruption volontaire de grossesse et dans les semaines à venir la France, après le vote par le parlement de la proposition de loi constitutionnelle de la France insoumise, les parlementaires devraient constitutionnaliser l'IVG.

Le 30 novembre dernier, la loi Obono a été votée et va permettre la réouverture des accueils physiques dans les services publics. Messieurs et Mesdames les élu.es vous pouvez solliciter nos sénatrices pour que ce texte soit mis à l'ordre du jour du Sénat.

Voilà plusieurs bonnes raisons de se réjouir et de croire encore à un monde nécessaire et parce qu'il est nécessaire à nous le rendre possible. Un souhait réalisable avec la mobilisation de toutes et tous notamment à l'approche des élections européennes le 9 juin prochain.

Merci à toutes et tous.